

Je voudrais maintenant répondre aux questions suivantes: Pourquoi le marché seul n'est-il pas un garant suffisant de notre future sécurité énergétique? Le gouvernement canadien doit-il intervenir pour guider le développement énergétique de notre pays?

Les forces du marché agissent dans une optique à court terme parce que l'entreprise privée, à juste titre, prétend recevoir la récompense de ses efforts dans une période de temps raisonnable. Mais un système énergétique complexe comme celui du Canada évolue sur de plus longues périodes. Il faut peut-être une décennie pour construire les grandes centrales électriques qui ont une durée de service de 30 à 40 ans. Les engins qui consomment de l'énergie comme les appareils ménagers et les automobiles durent une décennie ou plus. Des immeubles peuvent subsister pendant un demi-siècle; il peut s'écouler 15 ans entre la découverte de gisements de pétrole dans des régions mises en valeur comme Hibernia ou Amaulikak et l'arrivée de ce pétrole sur le marché.

Bref, les décisions prises aujourd'hui à propos de l'exploitation de l'énergie déterminent les caractéristiques du système énergétique canadien du siècle prochain. Inversement, pour être en mesure d'exploiter diverses sources d'énergie dans l'avenir, il faut faire des travaux de préparation—de recherche et de développement énergétique, par exemple—des années ou même des décennies avant d'en avoir besoin.

Par exemple, un grand nombre de gouvernements essaient dans le monde entier de domestiquer l'énergie de fusion en investissant dans des programmes de recherche et de développement dont la durée se mesure en décennies et le coût en milliards de dollars. Nous pouvons prédire un effort analogue pour exploiter les promesses de la supraconductivité et pour utiliser largement l'hydrogène comme carburant dans notre système énergétique. On ne peut s'attendre à ce que le secteur privé, à l'exception de quelques sociétés aussi riches et puissantes que bien des gouvernements, investissent d'aussi grosses sommes d'argent dans des entreprises qui ne leur rapporteront des avantages financiers que dans un quart de siècle ou plus.

Étant donné que le pétrole et le gaz sont des ressources qui s'épuisent, la société doit songer aux futurs usagers aussi bien qu'aux consommateurs actuels. Toutefois, qui se fait le porte-parole du futur usager de l'énergie? En effet, promouvoir la conservation de l'énergie et obliger l'industrie pétrolière à employer de saines méthodes de production dans l'extraction du pétrole et du gaz de nos gisements sont des politiques qui sont dans l'intérêt de nos générations futures.

Je dois également signaler un problème que nous avons laissé se poser au Canada, c'est-à-dire la méfiance et la désaffection de nombreux Canadiens de l'Ouest à l'égard du gouvernement fédéral et de la région centrale du pays.

L'Alberta produit les deux tiers de l'énergie primaire au Canada, tandis que l'Ontario consomme environ 35 p. 100 de cette énergie. Cet état de choses a engendré un désaccord au sujet du prix de l'énergie entre les régions productrices et consommatrices au Canada. A cause de la politique fédérale, le pétrole s'est vendu au Canada à des prix sensiblement inférieurs aux cours mondiaux entre 1974 et 1984. Le fléchissement des prix intérieurs du pétrole et du gaz a représenté un énorme transfert de richesse de nos régions productrices à nos

régions consommatrices et d'après une estimation récente, ce transfert serait de l'ordre de 58 milliards de dollars.

Les Canadiens de l'Ouest en sont venus à la conclusion que les Canadiens de la région centrale considèrent l'Ouest comme un arrière-pays plein de ressources, tout comme les grandes puissances du XIX^e siècle qui exploitaient leurs colonies de la même façon. La politique énergétique du Canada ne devrait plus désormais exploiter de façon si flagrante une région du pays au profit d'une autre.

• (1540)

J'ai critiqué l'ancien Programme énergétique national dans mes observations mais j'aimerais maintenant faire l'éloge de quelques-uns de ses points.

Par le biais du PEN, le gouvernement du Canada a lancé en matière de carburants de remplacement et d'économies énergétiques des initiatives avantageuses pour les consommateurs d'aujourd'hui et de demain. Grâce à un modique investissement des crédits fédéraux et à l'effet multiplicateur du second choc des prix pétroliers, le Canada a réussi dans les cinq ans qui se sont écoulés entre 1980 et 1984 à réduire de 51 à 42 p. 100 la part du pétrole dans nos besoins en énergie primaire. En consommation relative, cela représente une chute impressionnante de 17 p. 100.

Mais on remarque aujourd'hui au Canada une inaction critique de la part de l'État fédéral au plan de la défense de l'intérêt public. Le nouveau gouvernement, dans sa précipitation à supprimer le Programme énergétique national, s'est débarrassé des bons éléments de ce programme en même temps que des mauvais. Il a adopté comme article de foi que l'économie de marché suffit par elle-même à assurer la sécurité énergétique future des Canadiens.

L'économie de marché est importante. C'est elle en fait qui doit être le déterminant principal de la façon et de la cadence selon lesquelles nos ressources énergétiques doivent être exploitées, et c'est elle qui doit en situation normale assurer au jour le jour la marche de notre système énergétique. Mais de par sa nature même elle ne saurait être l'arbitre unique de l'intérêt public.

Je me souviens du début de la pollution de l'environnement, quand l'entreprise privée a pris la décision valable au niveau de l'entreprise mais socialement irréflectée d'extérioriser les coûts de la pollution; c'est-à-dire de se défiler sur le public des coûts de réparation des dégradations apportées à l'environnement. Les gouvernements ont dû adopter des législations écologiques pour protéger la société parce que les seuls impératifs du marché ne suffisaient pas à protéger nos intérêts présents ou futurs.

Voilà pour l'économie de marché dans le domaine énergétique. Les sociétés pétrolières veulent maximiser la production d'hydrocarbures. Les capacités non exploitées, dit-on, constituent un gaspillage économique. Mais les gouvernements doivent se préoccuper du côté stratégique de l'offre et de la demande d'énergie. Il n'était pas raisonnable d'être contraint de faire transiter le pétrole de l'Alberta par le canal de Panama pour l'envoyer aux provinces Atlantiques pendant l'embargo pétrolier arabe. En conséquence, le gouvernement fédéral a subventionné le prolongement du pipeline interprovincial entre Sarnia et Montréal, décision qu'il jugeait à l'époque conforme à l'intérêt public. Une politique qui s'en